

Actualité > Politique

"Ça va mieux" ou pas? Des entrepreneurs réagissent

AFP

Publié le 27/05/2016 à 09:56 | AFP

"Ça va mieux", vraiment ? Croisés à une grand-messe d'entrepreneurs de Bpifrance à Paris mercredi et jeudi, en pleine tempête sociale dans le pays, des chefs d'entreprise ont confié à l'AFP ce qu'ils pensaient du message martelé par François Hollande.

Ils sont venus par milliers dans les gradins et dans la fosse de l'AccorHotels Arena, l'ex-Palais Omnisport de Paris-Bercy, pour assister à des conférences sur l'entrepreneuriat, à chercher des partenaires, ou simplement pour "prendre une lampée d'optimisme et un grand bol d'énergie", selon Nicolas Dufourcq, le directeur général de la Banque publique d'investissement, organisateur du Bpifrance Inno Génération (BIG), interrogé par l'AFP.

Mais même dans cette bulle censée être chargée d'ondes positives, la petite phrase du président de la République en irrite plus d'un.

"Ça ne va pas mieux parce qu'on s'y prend très mal pour réformer dans ce pays", lâche Nicolas Leroy-Fleuriot, PDG de Cheops Technology, une entreprise de 420 salariés spécialisée dans les infrastructures informatiques sécurisées (cloud), en faisant référence à la loi travail. "Il est temps de changer de gouvernement", estime-t-il.

"Nous, on a l'impression que ça va mieux parce qu'on innove, on se bat, on se démarque des concurrents. Mais ça ne va pas mieux dans l'économie française, beaucoup d'entreprises souffrent", ajoute-t-il, tout en se félicitant de l'extension à son secteur d'une déduction fiscale exceptionnelle (suramortissement) pour favoriser les investissements des entreprises.

"C'est surtout les PME qui sont laissées pour compte, car le CICE (crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi, NDLR) a surtout profité aux entreprises du CAC 40", déplore la chef d'un cabinet de recrutement dans le secteur de l'énergie, sous couvert de l'anonymat.

"C'est dramatique, il faut être fou pour monter une boîte en France", ajoute-t-elle, se plaignant de "charges surdimensionnées".

"Quand vous êtes chef d'entreprise, vous êtes seul. La législation est un enfer, se tenir au courant de l'évolution des textes, c'est très compliqué pour les petites sociétés", renchérit Laurence Ountzian, présidente d'un cabinet de conseil en gestion et communication d'entreprise.

- Ne pas attendre le messie -

"Si ça va mieux? Clairement non! La seule erreur que j'ai faite, c'est de monter mon entreprise en France", peste le patron d'une start-up technologique dans la finance, qui se considère étouffé par une réglementation trop restrictive pour son secteur.

"Si je ne trouve pas rapidement un partenaire institutionnel, j'envisage sérieusement de partir à l'étranger (...). Seuls Oséo et Bpifrance m'ont soutenu", soupire le quadragénaire.

Mais il y a aussi des optimistes. "Dans ce pays athée et laïc, tout le monde attend le messie. Mais en l'attendant, moi je vais créer ma boîte !", plaisante Jean-Rémy Le Gall, un ancien avocat d'affaires de 45 ans qui se dit "ancien trotskiste" désormais converti à la "gauche libérale tendance Macron".

"On vit actuellement une révolution numérique, forcément ça va créer des dommages d'un côté et créer de la valeur ailleurs", estime-t-il, venu "en mode furtif" au BIG dans l'espoir secret de trouver des fonds pour sa future start-up, une société collaborative dans l'audiovisuel.

"Ça va mieux+, c'est plus un état d'esprit", analysent en chœur Arnaud et Robin Coulet, deux frères à la tête de Fabulous, une agence de conseil en impression 3D industrielle.

"Mais ce n'est pas avec la méthode Coué qu'on y arrivera: ça ira vraiment mieux quand on fera confiance" aux entrepreneurs, ajoutent-ils, déplorant qu'en dépit d'une croissance "de 20 à 25% par an" dans leur secteur, "les investissements ne sont pas à la hauteur en France".

Pour Nicolas Dufourcq de Bpifrance, il est "incontestable" de dire que l'économie française va mieux: "Nos entrepreneurs ont leur carnet de commandes en train de se remplir, leurs conditions d'activité économique se sont largement améliorées, les conditions de financement sont là", estime-t-il, tout en reconnaissant que les très petites entreprises (TPE) souffrent toujours.

"Ceux qui ont survécu à la crise ces dernières années voient du mieux: ceux qui ne sont pas morts sont plus forts", résume Yannick Le Noan, fondateur d'AdSpecto, une société de conseil en financement pour TPE-PME.



Vue générale de la grand-messe des entrepreneurs de Bpifrance réunis le 25 mai 2016 à Paris - ERIC PIERMONT AFP